

un nouveau livre aux éditions Soleb

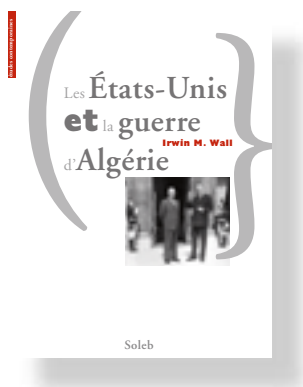
parution le 1^{er} octobre 2006

études contemporaines

Les États-Unis
et la guerre
Irwin M. Wall
d'Algérie



Soleb



éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse,
75005 Paris
téléphone et télécopie
01 43 37 56 58
livres@soleb.com
www.soleb.com

Irwin Wall, Les États-Unis et la guerre d'Algérie,

préface de Georges-Henri Soutou, traduction de Philippe-Étienne Raviart.
Ouvrage publié avec le concours du centre national du Livre

Format 176 x 230 mm,
448 pages,
ISBN 2-9523726-1-6
EAN 9782952372619
parution le 1^{er} octobre 2006
29 euros.

diffusion Bleu autour

11 avenue Pasteur, 03500
Saint-Pourçain-sur-Sioule,
France
téléphone
+33 (0)4 70 45 72 45;
télécopie
+33 (0)4 70 45 72 54;
editions@bleu-autour.com;
www.bleu-autour.com

huit chapitres et une postface

De l'insurrection à la guerre

Au début de la guerre d'Algérie, les Américains maintiennent un équilibre délicat entre leur soutien au gouvernement français et leur désir d'une solution libérale en Algérie.

L'affaire de Suez

L'imbrication entre la crise algérienne et l'affaire de Suez, pour les dirigeants américains, met en lumière la paralysie croissante du régime. Les tensions franco-américaines culminent en octobre-novembre 1956 avec l'arrestation de Ben Bella et le déclenchement des opérations israéliennes, françaises et britanniques à Suez.

Dégénérescence du régime

Le désaccord franco-américain sur l'avenir de l'Afrique du Nord nourrit en France le fantasme « eurafricain », le soutien aux traités de Rome et les ambitions nucléaires militaires, tout en accentuant la crise des institutions françaises et les difficultés financières du pays.

Sakiet Sidi Youssef et la mission de bons offices

Après le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef, les Américains, persuadés que le régime serait incapable de régler la crise, s'engagent de tout leur poids dans une mission de bons offices qui joue un rôle déterminant.

Fin de la IV^e République et arrivée de De Gaulle

Évitant soigneusement de s'impliquer dans l'agonie du régime en avril-mai 1958, les dirigeants américains laissent s'effondrer un régime auquel ils ne font plus confiance et parient sur un retour du général de Gaulle au pouvoir.

De l'intégration à l'autodétermination

Appréciant les efforts de De Gaulle envers le Maroc et la Tunisie, les Américains se rendent rapidement compte que le Général et son Premier ministre Michel Debré lient le maintien de l'influence française en Algérie à la réorganisation de l'Otan et à la coopération nucléaire entre les États-Unis et la France. Comme Washington ne peut accepter ces différents points, tensions et pressions se poursuivent jusqu'à l'autodétermination proposée par de Gaulle en septembre 1959.

Relecture d'une politique

Irwin M. Wall, montrant l'importance cruciale de l'Algérie dans la vision géopolitique du général de Gaulle et dans les relations franco-américaines de 1958 à 1962, remet en cause l'interprétation habituelle de sa politique étrangère. Les fluctuations de ces relations, liées à l'évolution des négociations ouvertes avec les indépendantistes algériens, montrent combien l'influence américaine a été importante dans le règlement du problème algérien.

La paix

Les années 1961-1962 sont relues sans complaisance par l'auteur, qui souligne les erreurs de De Gaulle dans les négociations avec les Algériens et l'échec de son grand projet de trois cercles concentriques (Europe confédérale des Six menée par la France, ensemble « eurafricain » centré sur les anciennes colonies françaises, condominium franco-anglo-américain) — largement en raison du chaos engendré par la dernière partie de la guerre d'Algérie.

Cinquante ans après

« Significatif aussi est le fait qu'une fois l'armée américaine installée en Irak, on ait projeté à ses gradés *La bataille d'Alger* de Gilles Pontecorvo et que ce film soit réapparu dans quelques salles "select" aux États-Unis. Étant entendu que l'armée américaine — on serait tenté de le croire — a tiré du film une leçon bien différente de celle que voulait donner son auteur : pour Pontecorvo, l'armée française, en gagnant la bataille d'Alger, avait perdu la guerre, alors que les militaires américains semblent s'être intéressés surtout aux méthodes qui lui avaient permis de gagner cette bataille. »

Irwin M. Wall est un spécialiste américain bien connu de la France et des relations franco-américaines. Professeur émérite d'histoire à l'université de Californie (Riverside) et Visiting Scholar à la New York University, il a publié plusieurs ouvrages sur ce thème, notamment *L'Influence Américaine sur la politique française, 1945-1954* (Balland, 1989) et *French Communism in the Era of Stalin: The Quest for Unity and Integration, 1945-1962* (1983), ainsi que de nombreux articles.

Philippe-Étienne Raviart, qui assure depuis 1987 la traduction des travaux d'Irwin Wall, est agrégé de lettres classiques, a été Assistant Professor au Smith College (Massachusetts) et professeur de lettres supérieures au lycée Kérichen de Brest.

Georges-Henri Soutou est professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne (Paris-IV) et spécialiste reconnu des relations internationales. Il a en particulier publié chez Fayard *L'Alliance incertaine: les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996)* en 1996, et *La Guerre de cinquante ans* en 2001.

4 Les États-Unis et la guerre d'Algérie

« L'un des grands apports du livre est de montrer que l'Algérie reste centrale dans la relation franco-américaine même après 1958: Washington reste persuadé qu'une négociation avec le FLN en vue de l'indépendance reste la seule issue, tandis que de Gaulle, contrairement à une opinion fréquente, jusque dans l'historiographie, n'a pas encore du tout renoncé à l'Algérie. Et toute sa politique envers Washington est à reconsidérer en fonction de ce facteur. »
G.-H. Soutou, préface

« [...] la façon dont il [de Gaulle] a intensifié et prolongé inutilement la guerre, pour aboutir finalement à la pire conclusion qu'on ait pu imaginer: un déchaînement de violence sans précédent du côté des colons européens et le "rapatriement" en France, dans les plus mauvaises conditions, de la quasi-totalité des pieds-noirs installés là-bas depuis des générations et qui, pour beaucoup, n'avaient pas eu d'autre « patrie » que l'Algérie. »
avant-propos, p. 16

« **Au reste**, et c'était là une conséquence du conflit algérien, l'instabilité de la IV^e République provoqua dans les relations diplomatiques franco-américaines des crises sérieuses qui frôlèrent parfois la rupture. Les autorités françaises retirèrent leurs forces du commandement intégré de l'Otan pour mener leur guerre en Algérie et on les vit prêtes à menacer l'Alliance elle-même quand elles n'en recevaient pas le soutien qu'elles pensaient mériter. Avant même le retour de De Gaulle, Paris avait remis en cause toute la structure de la politique européenne d'après-guerre, élaborée en fonction de la guerre froide. Washington craignait qu'un régime de type Front populaire ne fasse sortir la France de l'Otan et ne la fasse basculer du côté du neutralisme, voire se tourner du côté du bloc soviétique en échange d'une attitude bienveillante de l'URSS à l'égard de ses problèmes coloniaux. C'étaient les mêmes intentions que Dulles avait soupçonnées chez Mendès France en 1954. Peut-être ces craintes étaient-elles exagérées, mais elles se fondaient sur les avertissements répétés et même les menaces qui émanaient du gouvernement français lui-même; et les États-Unis finirent par se convaincre que les choses iraient mieux s'ils avaient affaire à un régime politique stable — même si, à l'occasion, il risquait d'être en opposition avec la politique américaine — au lieu de continuer à traiter avec des gouvernements dont la composition se renouvelait sans cesse mais avec un même personnel politique, de plus en plus tenté de jouer sur un sentiment antiaméricain irrationnel pour se maintenir au pouvoir. En même temps, l'Algérie fut certainement le catalyseur qui amena les Français à se convaincre, même avant l'arrivée de De Gaulle, de la valeur limitée de l'Otan pour la défense de leurs intérêts. » chapitre 1, p. 39

« **En France**, il y avait eu un consensus à peu près général sur Suez, dans la mesure où Suez était lié à l'Algérie. Après quoi, Mollet profita aussi de la vague anticommuniste qui balaya le pays à la suite de l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques. À long terme, Suez eut pour conséquence l'orientation de la politique française en direction d'une « indépendance » qui, sous de Gaulle, devait aller jusqu'au retrait du commandement intégré de l'Otan. Dillon notait, au terme de la crise, que l'opinion française enrageait de l'humiliation infligée par les Américains et qu'elle avait fait des États-Unis et de l'ONU les boucs émissaires de ce qui avait été un acte de folie de la part du gouvernement. Le résultat était particulièrement accablant car, si on la provoquait trop, la France, estimait-il, était susceptible de quitter les Nations unies et l'Otan, de devenir neutre et de chercher avec Moscou un accord qui lui permette de s'accrocher à l'Algérie. Le spectre d'un « arrangement planétaire » demeurait une menace permanente sous-tendant la politique française. Il valait beaucoup mieux que les Américains s'arrangent pour coopérer avec la France, faute de quoi, écrivait-il, « nous pourrions avoir un gouvernement français dont la capacité de nuire à la sécurité occidentale serait infiniment supérieure à celle de Nasser ». » chapitre 2, p. 109

« **Le 8 février 1958**, les Français bombardent le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef, à la frontière algérienne. C'est un nouveau tournant, décisif, dans la guerre d'Algérie. L'escalade militaire va amener une intervention

anglo-américaine, puis une crise gouvernementale, vite devenue une crise de régime, laquelle aboutira à l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle. Dans cet enchaînement, l'intervention anglo-américaine est l'élément déterminant et l'on peut dire qu'elle a joué le premier rôle dans le retournement de la politique de la France dans la guerre d'Algérie. On peut discuter, et nous le ferons plus loin, de ce qu'étaient les intentions de De Gaulle à propos de l'Algérie au moment de son arrivée au pouvoir, mais l'important ici est qu'il ait réglé l'affaire de Sakiet, selon ce qu'avaient proposé les Anglo-Américains au terme de leur mission de bons offices, et qu'il ait restauré les relations entre la France et la Tunisie. Il a par ailleurs convaincu les Britanniques et les Américains et, du même coup, les membres de l'Otan qu'il mettrait un terme à la crise algérienne et c'est ce qui s'est finalement produit. Dans la mesure où il apparaît que l'intervention anglo-américaine dans l'affaire de Sakiet a joué un rôle déterminant dans la suite des événements — ce que l'on ne pouvait prévoir sur le moment — on doit admettre qu'il s'est agi là d'un succès significatif de la politique étrangère américaine et peut-être même de l'un des plus importants de l'après-guerre.

L'intervention américaine trouve son origine dans la double conviction que s'était forgée le secrétaire d'État, John Foster Dulles. La première était que, dans le système de prise de décisions de la IV^e République, le chaos régnait. Le régime fonctionnait si mal qu'il ne permettait plus à la France de conserver sa place dans l'Otan et qu'il ne méritait plus obligatoirement le soutien que les Américains lui avaient si généreusement accordé depuis la création de l'Alliance en 1947. Le scénario cauchemardesque redouté par Dulles était simple : la politique menée par la France conduisait nécessairement à entraîner dans un conflit sans issue les voisins de l'Algérie, la Tunisie d'abord et ensuite le Maroc et la Libye. La France allait bientôt se trouver en guerre avec l'Afrique du Nord tout entière, soutenue par Nasser et d'autres États arabes, lesquels seraient armés et financés par l'URSS et le communisme international. La seconde conviction de Dulles était que les Français ne supporteraient pas longtemps cette extension du conflit et qu'arriverait au pouvoir un gouvernement de front populaire qui mettrait fin à la guerre, ferait sortir la France de l'Otan — et livrerait toute l'Afrique du Nord au communisme. Les deux scénarios-catastrophes se rejoignaient. Pour Dulles, deux fois déjà, en 1940 et 1954, des régimes défaitistes avaient mis fin à la guerre dans les pires conditions et c'est ce qui allait se reproduire si on ne faisait rien. »» chapitre 4, p. 157-158

« Les Américains essayaient, à vrai dire, de manier la carotte et le bâton. Washington donnait satisfaction à Paris en poursuivant les discussions sur la base du mémorandum de septembre 1958, discussions qui devaient continuer après la fin du mandat d'Eisenhower et ne cesser qu'en 1961. Eisenhower laissait entrevoir la possibilité d'un changement de la politique américaine ou au moins d'un système de partage des armes américaines avec l'Otan. Mais Washington voulait que les choses bougent en Algérie. Après la carotte, le bâton : si les Français refusaient ces incitations à agir, alors se profilait la menace de la reprise d'une politique interventionniste, Washington

« Mis à part une guerre civile entre Français, on a du mal à concevoir, pour "l'affaire" d'Algérie, un dénouement plus catastrophique que celui auquel de Gaulle l'a menée. Sa politique ressemble à celle de Nixon poursuivant la guerre au Vietnam plus longtemps que Johnson et l'étendant au Cambodge — avant de la perdre. »» chapitre 8, p. 378

« Longtemps anathème à Washington, le Général apparaissait désormais comme le dernier recours pour la France ; et même si on le savait partisan d'une réforme de l'Otan et de l'attribution à la France d'un rôle plus important dans les instances de l'Alliance, il était évidemment préférable à la IV^e République. »» conclusion, p. 395

« Cette importance décisive des Américains, de Gaulle la reconnaissait quand il fit une ultime tentative pour obtenir leur coopération. C'était seulement avec le soutien des États-Unis, il l'avait compris, que la France pouvait conserver à la fois l'Algérie et sa place dans le monde. »» conclusion, p. 400

« Une lecture attentive des *Documents diplomatiques français* dit pourtant une autre histoire : que la guerre d'Algérie a dominé la diplomatie française de l'époque, que l'opinion mondiale a eu un rôle considérable dans le règlement du problème et que — c'est la thèse de ce livre — les États-Unis ont joué un rôle majeur dans la fin sans gloire de ce conflit. »
postface, p. 402

« Significatif aussi est le fait qu'une fois l'armée américaine installée en Irak, on ait projeté à ses gradés *La bataille d'Alger* de Gilles Pontecorvo et que ce film soit réapparu dans quelques salles "select" aux États-Unis. Étant entendu que l'armée américaine — on serait tenté de le croire — a tiré du film une leçon bien différente de celle que voulait donner son auteur : pour Pontecorvo, l'armée française, en gagnant la bataille d'Alger, avait perdu la guerre, alors que les militaires américains semblent s'être intéressés surtout aux méthodes qui lui avaient permis de gagner cette bataille. »
postface, p. 403

prenant l'Afrique en remorque, au risque d'une rupture totale dans les relations franco-américaines. Il est impossible de dire avec certitude le rôle que ces différentes perspectives ont joué dans le renversement de la politique de De Gaulle. Sans doute les rebelles installés à Tunis semblaient-ils croire que, quel que fût le résultat de l'élection présidentielle américaine, Washington continuerait de soutenir la politique algérienne de De Gaulle. Mais, à Paris, on voyait le danger représenté par la victoire de Kennedy qui, en 1957, avait présenté une résolution critiquant si sévèrement la politique française en Algérie. Si l'on ajoutait à cela les dispositions interventionnistes manifestées dernièrement par l'administration Eisenhower elle-même, il y avait là de quoi pousser à la recherche de la paix. Si, sous la présidence de Kennedy, les États-Unis prenaient ouvertement le parti de la rébellion algérienne, la poursuite de la guerre serait évidemment impensable, la France se retrouverait totalement isolée et la coopération nucléaire impossible. Pour éviter pareille catastrophe, il fallait que le conflit algérien fût bien engagé sur la voie d'une solution. »
chapitre 7, p. 333-339

« **De Gaulle avait espéré** que la paix en Algérie laisserait la France au centre de trois cercles de pouvoir concentriques. Le premier devait être un condominium franco-anglo-américain sur l'Ouest, le second, une communauté politique des Six européens fondée sur la « coopération » et sans le moindre soupçon de supranationalité, et le troisième une « Eurafrique » appuyée essentiellement sur les anciennes possessions françaises et dans laquelle l'Algérie aurait « une place de choix », ses caractéristiques biculturelles lui faisant jouer un rôle de pont entre les cultures européenne et africaine. De Gaulle fit un dernier effort désespéré dans ces trois directions, en 1962, pour aboutir à un triple échec et au naufrage définitif, dans la confusion, de son ambitieuse entreprise. D'abord, il s'avéra quasiment impossible d'engager des relations satisfaisantes avec l'administration Kennedy qui ne pouvait pas accepter l'idée d'un condominium tripartite avec une France au bord du chaos à cause de l'Algérie, à qui les projets européens du Général ne disaient rien qui vaille et qui se méfiait de ses intentions en Afrique. C'est avec les Européens que de Gaulle fut le plus près de réussir, mais là aussi il rencontra des problèmes, avant tout avec les Néerlandais qui s'opposèrent à ses projets de coopération entre les Six, dans la mesure où ces projets excluaient à la fois les Britanniques, l'Otan et les mécanismes existants prévus à Bruxelles par le traité de la CEE. Quant aux pays africains de l'ancienne Union française, ils étaient plutôt réceptifs aux idées de De Gaulle, à quelques exceptions près, comme la Guinée. Mais le projet eurafricain buta sur l'Algérie, qui devait en être le pivot. Là, de Gaulle fut la victime à la fois des colons — qui, par la terreur et l'intimidation, s'acharnèrent à défendre une « Algérie de papa » colonialiste et anachronique — et des généraux jusqu'au-boutistes dont la rébellion d'avril 1961 compromit ce qui, sur le terrain, pouvait être considéré comme une réussite de l'effort de pacification.

Mais, en dernière analyse, de Gaulle fut lui-même l'artisan de sa défaite, en s'obstinant à exiger l'impossible dans les négociations avec les rebelles, tout en jouant un double voire un triple jeu compliqué, et en réussissant

seulement à retarder ainsi la paix d'une année encore; un retard qui permit aux colons de mettre en place l'OAS et à celle-ci de mener une campagne terroriste d'une violence et d'une férocité presque inouïes. D'un côté, le Général essaya, dans les négociations avec le FLN, de séparer la question du Sahara de celle de l'Algérie, menaçant de procéder à une partition de l'Algérie elle-même s'il n'obtenait pas ce qu'il voulait, et de l'autre, il fit une dernière tentative désespérée pour bâtir une « troisième force » de musulmans modérés afin de contourner le FLN. Ni l'une ni l'autre tactique ne réussit. »» chapitre 8, p. 346

« La France a joué un rôle essentiel et remarquable dans la création de la République américaine et, depuis plus de deux siècles maintenant, elle se demande périodiquement si elle n'a pas aidé à la naissance d'un monstre. Au XX^e siècle, les deux pays ont été alliés lors des deux Guerres mondiales au cours desquelles les Américains se sont considérés comme les libérateurs de la France, et leur alliance a continué durant l'après-guerre et la guerre froide. Mais les moments durs ont été nombreux et on ne comprend peut-être pas aujourd'hui combien la guerre d'Algérie a perturbé les relations franco-américaines. Dans l'ensemble, l'abondante production d'ouvrages sur cette guerre méconnaît sa place dans les relations internationales et le rôle qu'y ont joué les Américains. Cela est peut-être compréhensible: l'Algérie était considérée comme une partie de la France, l'insurrection là-bas était une affaire intérieure, un drame franco-français, et les gouvernements de l'époque se sont efforcés d'empêcher toute ingérence étrangère, d'où qu'elle vienne, y compris des États-Unis. Une lecture attentive des documents diplomatiques français dit pourtant une autre histoire: que la guerre d'Algérie a dominé la diplomatie française de l'époque, que l'opinion mondiale a eu un rôle considérable dans le règlement du problème et que — c'est la thèse de ce livre — les États-Unis ont joué un rôle majeur dans la fin sans gloire de ce conflit. »» postface, p. 402

« L'Algérie de papa est morte », avait déclaré de Gaulle pour signifier que c'en était fini de l'ordre colonial ancien et qu'une nouvelle Algérie naissait, nationaliste, arabe et, bientôt, indépendante. Chirac aurait pu faire un constat de décès analogue s'agissant des États-Unis et déclarer: « L'Amérique de papa est morte », en ce sens que la vieille démocratie américaine, civilisée et à laquelle on pouvait faire confiance, qui, malgré sa puissance, rattachait sa sécurité à une politique multilatérale, à l'Alliance atlantique, à l'unification de l'Europe et aux Nations unies, a cédé la place à une Amérique unilatéraliste, prête à se passer de ses alliés et à faire fi des principes de l'internationalisme. »» postface, p. 404

« La thèse de Wall est une riposte revigorante et bienvenue aux légions d'études hagiographiques consacrées à l'architecte de la grandeur française. »» *The Journal of Modern History*, juin 2004

« Ne serait-ce que par la richesse de ses détails et par le recours à des sources non encore exploitées, le livre de Wall représente une contribution essentielle à la littérature existante sur la guerre d'Algérie: sa réévaluation de la politique algérienne de De Gaulle en fait une

lecture essentielle pour ceux qui s'intéressent non seulement au problème algérien mais aussi à la politique extérieure de la Cinquième République, aux relations franco-américaines et aux mythes et réalités qui entourent de Gaulle. »» *The English Historical Review*, novembre 2002

Minutieuse et rigoureuse, l'étude d'Irwin Wall explore la guerre d'Algérie dans sa dimension internationale et montre son rôle crucial dans les relations franco-américaines, du milieu des années cinquante à l'indépendance de l'Algérie en 1962. Ce faisant, l'auteur offre un éclairage neuf sur la chute de la IV^e République, sur l'importance de la question algérienne dans les relations franco-américaines et sur le rôle des États-Unis dans l'effondrement du régime. Il remet aussi en cause l'analyse classique de la politique algérienne du général de Gaulle — qui ne se résout, à son avis, que tardivement à l'indépendance. Ce point, objet de débats entre historiens, l'amène à proposer une réflexion originale sur la place de l'Algérie dans la vision politique gaullienne et à réévaluer l'ensemble de sa politique étrangère. Publié aux presses de l'université de Californie en 2001, *The United States and the Algerian War* complète donc avantageusement les efforts des historiens français pour approfondir l'étude de la guerre d'Algérie. La traduction proposée ici — augmentée d'une postface comparant les crises algérienne et irakienne — rend accessible en français cet ouvrage stimulant sur une période fondamentale de l'histoire de la France contemporaine et devrait encourager des discussions fructueuses. Ce livre séduira les lecteurs intéressés par l'effondrement de la IV^e République et la naissance difficile de la V^e, par l'histoire des conflits coloniaux, par les relations internationales et par l'étude de l'influence américaine sur la vie politique française.

Une démarche originale

Publié en anglais en 2001, le livre d'Irwin Wall participe du renouvellement de l'historiographie sur la guerre d'Algérie depuis le début des années quatre-vingt-dix, renouvellement stimulé par l'ouverture des archives du service Historique de l'armée de terre (Shat) en 1992. Les publications qui se multiplient alors — par exemple celles de Charles-Robert Ageron, de Benjamin Stora, de Mohammed Harbi, de Gilbert Meynier, de Guy Pervillé ou de Claire Mauss-Copeaux — donnent à ce conflit une place beaucoup plus visible que celle qu'elle occupait, en France, dans les décennies précédentes — dominées par les témoignages et les textes des acteurs engagés.

En outre, la parution en France des *États-Unis et la guerre d'Algérie* coïncide avec une effervescence du débat public sur la mémoire (ou les mémoires conflictuelles) de la guerre d'Algérie, débat lui-même alimenté par une nouvelle vague de recherches. On peut citer, notamment, un colloque tenu en novembre 2000 à la Sorbonne sur le thème : « La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises », ou la publication de thèses de jeunes historiens (par exemple Sylvie Thénault sur les magistrats en 2001, Raphaëlle Branche sur la torture la même année). Ceci stimule un effort de réflexion plus général sur le rôle des historiens dans l'articulation délicate de la mémoire et de l'histoire autour de cette guerre, qui se développe dans les années suivantes. On peut citer ainsi les ouvrages de Guy Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962* (2002) ; de Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?* (2005) ; de Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne* (2005) ; et le passionnant recueil dirigé par Benjamin Stora et Mohammed Harbi en 2004, *La Guerre d'Algérie, 1954-2004 : La fin de l'amnésie*.

Cependant, cette abondante production se concentre surtout sur la guerre menée et vécue du côté français et algérien, ainsi que sur la question de la mémoire, ou s'inscrit dans un courant plus large qui tente de repenser le passé colonial de la France. Rares sont les historiens qui s'attachent à traiter la guerre d'Algérie comme une crise internationale. C'est le cas de Samya El Machat, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie. De la méconnaissance à la reconnaissance, 1945-1962* (1996), ou, plus récemment, de Matthew Connelly dans un ouvrage fort remarqué (*Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, 2002). Irwin Wall fait partie de ces historiens-là — et l'un

de ses apports essentiels réside, précisément, dans cette perspective décentrée et élargie, nourrie d'archives françaises, américaines et, dans une moindre mesure, britanniques, qui traite la guerre d'Algérie comme une crise internationale et montre sa dimension cruciale dans les relations franco-américaines. Même s'il n'avait pas à sa disposition les ouvrages parus depuis 2001, l'intérêt de sa démarche reste le même et son livre est tout aussi pertinent aujourd'hui.

Des conclusions très neuves

De cette perspective décentrée et élargie résultent des conclusions originales et non conventionnelles. C'est le cas à propos de la politique complexe et habile des États-Unis envers la IV^e République, pris qu'ils sont entre le désir de canaliser les mouvements d'indépendance dans une direction anticommuniste, de limiter l'influence soviétique dans les pays décolonisés et leur soutien politique, militaire et économique à la France, allié essentiel sur le continent européen dont la stabilité leur importait tout particulièrement. L'auteur démontre qu'ils cessent de soutenir la IV^e République en grande partie à cause de sa gestion du conflit algérien et qu'ils accueillent favorablement la V^e République, dont ils attendent une politique plus libérale en Algérie. Au passage, Irwin Wall offre deux chapitres passionnants sur la crise de Suez en 1956 et celle de Sakiet Sidi Youssef en 1958.

La même réévaluation s'applique à la politique algérienne du général de Gaulle. Celui-ci, conclut Irwin Wall, n'avait pas l'intention, en arrivant au pouvoir, d'accorder l'indépendance à l'Algérie. Au contraire, il ne s'y résout qu'à l'automne 1959, tout en cherchant à la maintenir dans une structure qui l'associe étroitement à la France. Et parmi les facteurs l'amenant à accepter l'autodétermination, le livre souligne le rôle central joué par les pressions américaines. Ces conclusions, que ne partagent pas tous les historiens, s'inscrivent dans une relecture plus large de la politique du Général. Selon l'analyse la plus répandue, le règlement du problème algérien était pour de Gaulle le moyen de se libérer d'un fardeau pour déployer, enfin, une politique extérieure ambitieuse. Au contraire, selon Irwin Wall, c'est le maintien de l'Algérie sous influence française qui constituait, pour de Gaulle, la base de la puissance de la France. Cette puissance aurait été fondée, dans une nouvelle déclinaison de l'«Eurafrique», sur l'Afrique du Nord et sur une position de *leadership* au sein de la Communauté européenne; les trois niveaux nord-africain, européen et atlantique étant étroitement liés. Ceci aurait ainsi rendu la France capable de devenir partenaire des Anglais et des Américains dans un directoire à trois au sein de l'Otan.

Irwin Wall déplace ainsi la césure habituellement placée entre la IV^e et la V^e République en termes de politique étrangère. Sous cet angle, en effet, jusqu'en 1962 la politique de De Gaulle prolonge, bien plus qu'on le souligne habituellement, celle suivie par les responsables de la IV^e République à partir du milieu des années cinquante; l'indépendance algérienne représente un échec, et non un succès, de la vision politique du Général; et les initiatives de sa politique étrangère après 1962, un changement d'orientation et non l'application d'un dessein élaboré de longue date par un dirigeant visionnaire. Cette relecture, développée notamment dans le chapitre 7, constitue une réaction à l'historiographie dominante en France sur la politique extérieure de De Gaulle et sur son traitement de la crise algérienne, que l'auteur juge «gaullistement correcte» — c'est-à-dire insuffisamment critique, à ses yeux, et sous-évaluant l'importance de la guerre d'Algérie dans toute la politique française de l'époque.

Ceci constitue un autre grand apport de ce livre. Irwin Wall innove en soulignant l'articulation entre, d'un côté, l'influence américaine sur la politique algérienne de la France et, de l'autre, la place centrale de la crise algérienne dans les relations franco-américaines dans leur ensemble et dans toute

la politique extérieure de la France entre 1954 et 1962, y compris sous la V^e République. Les discussions tripartites avec les Anglais et les Américains et la coopération nucléaire que souhaite de Gaulle sont intimement liées, dans les échanges franco-américains, à la capacité de la France à ouvrir des négociations avec le FLN pour avancer vers un règlement du conflit. La guerre d'Algérie, pour les Américains, concerne directement l'Otan — puisque l'armée française, équipée en grande partie d'armes américaines, est censée se trouver sur le Rhin pour défendre l'Europe et non en Afrique du Nord et que, en outre, le territoire algérien est couvert par le traité de l'Atlantique nord. Et elle concerne également directement la guerre froide — puisqu'elle empoisonne les relations des États-Unis avec le Tiers-Monde et risque de faire progresser l'influence soviétique au Maghreb. Dans tous les dossiers abordés par les deux gouvernements dans cette période, la guerre d'Algérie est, avec plus ou moins de force, directement présente.

Des résonances contemporaines

Prolongeant sa réflexion jusqu'à la crise irakienne de 2003, l'auteur apporte un éclairage stimulant qui rappelle combien les crises franco-américaines des années cinquante et soixante ont été graves — peut-être plus graves que celle de 2003. En outre, il aide à réfléchir aux termes et symboles utilisés par la diplomatie française de l'après-guerre froide — par exemple la notion de « multipolarité » — et à l'activation par les uns ou les autres de l'héritage gaulliste ou gaullien. C'est ce que le professeur Georges-Henri Soutou, dans sa préface, résume en une belle formule, « la déconstruction du mythe d'une politique gaullienne permanente sous la V^e République » depuis 1958, qui aurait trouvé sa continuité dans l'opposition française à l'ONU en 2003.

En réalité, comme le montre Irwin Wall, de Gaulle poursuit d'abord à partir de 1958 son ambition de s'associer aux Anglais et aux Américains dans un « directoire » occidental à trois, qui échoue en grande partie à cause de l'Algérie, avant de changer de politique en 1962. Et l'attitude du président Chirac en 2003 n'allait pas forcément de soi, comme le suggèrent l'auteur et son préfacier, lequel conclut : « L'option américaine a toujours existé à Paris, même du temps du Général. » Enfin, l'ouvrage nous rappelle que la politique française, même lorsqu'elle se voulait orientée vers l'indépendance et la grandeur, a toujours été limitée par les contraintes internationales et par l'influence des États-Unis. À travers les enjeux internationaux posés par la guerre d'Algérie, Irwin Wall saisit en fait toute la complexité de la relation franco-américaine, dont certains aspects persistent aujourd'hui. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de son livre ■

Valérie Aubourg (université de Cergy-Pontoise et Columbia University),
pour les éditions Soleb

Soleb est une maison d'édition indépendante, spécialisée dans l'histoire et qui publie la série « études d'égyptologie » de la chaire « Civilisation pharaonique : archéologie, philologie, histoire » de Nicolas Grimal, professeur au Collège de France.

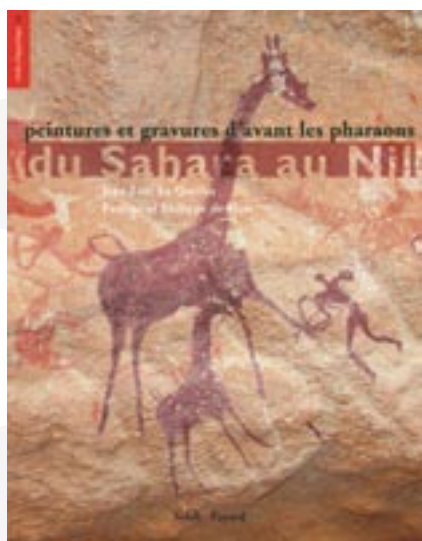
Les États-Unis et la guerre d'Algérie est le premier de la série « études contemporaines ».

Soleb est animée par des passionnés venus d'horizons très divers : professionnels de l'édition et du graphisme, historiens « contemporanéistes », égyptologues, arabisants, astrophysicien, photographe... tous ont grand plaisir à travailler ensemble

et à mettre leurs connaissances au service de livres dont ils espèrent qu'ils apportent un éclairage neuf et pertinent aux sujets traités.

Soleb a déjà publié sous son seul nom ou en coédition avec la librairie Arthème-Fayard les livres présentés ci-dessous.

Soleb a également participé à la publication de *La chambre de Chéops*, analyse architecturale, Fayard, 2004 ; — *Les parois de la salle hypostyle de Karnak*, dévédérom, Cybele, 2003 ; *L'Atlas archéologique de l'Égypte*, de Georges Daressy, Garnier, 2002.



Aux confins de l'Égypte, de la Libye et du Soudan, au-delà des grandes barrières dunaires qui protègent l'un des berceaux de la civilisation pharaonique, cet ouvrage nous entraîne vers les nombreux abris ornés du Sahara oriental. L'aventure se double d'une réflexion sur cette culture des origines et ses résurgences dans la civilisation des bords du Nil. De larges perspectives, très neuves, s'ouvrent sur les relations de l'Afrique avec les grands fleuves, jadis considérés comme source unique des civilisations et qui ne sont, en fait, que des creusets, dans lesquels sont venues se fondre de plus anciennes sociétés.

Du Sahara au Nil, peintures et gravures d'avant les pharaons, Jean-Loïc Le Quellec, Pauline et Philippe de Flers, « Études d'égyptologie » n° 7. Format 275 x 355 mm, 384 pages, plus de 900 photographies et dessins. Coédition Soleb- librairie Arthème-Fayard. ISBN 2-213 624 88-7. 100 euros. Diffusion Hachette.



Le sacrifice humain a longtemps servi à stigmatiser la prétendue inhumanité des peuples non civilisés. Contrairement aux clichés, le sacrifice semble aller de pair avec l'émergence de la civilisation, comme en Égypte et en Mésopotamie, où il constituerait une forme de manifestation suprême du pouvoir royal émergeant.

Le sacrifice humain, en Égypte ancienne et ailleurs, textes réunis et présentés par Jean-Pierre Albert et Béatrix Midant-Reynes « Études d'égyptologie » n° 6. Format 180 x 230 mm, 288 pages, 40 photographies et dessins. ISBN 2-952 372 60-8. 54,00 euros Diffusion Soleb.



Le « châte » de Sabine est l'une des plus belles pièces chrétiennes d'Égypte. La finesse et l'originalité des thèmes dont il est orné lui valent une place particulière dans l'histoire de l'art égyptien : à la charnière de l'alexandrinisme et de Byzance, il est l'un des derniers témoins de la brillante culture païenne, héritière du monde classique et de l'Orient, que le christianisme va recouvrir. Avec, en plus, cette touche d'humanité incomparable qui a de tout temps été l'apanage des riverains du Nil. Il a fait rêver la Belle Époque, croisé le chemin de Jules Massenet, de Victorien Sardou et de Sarah Bernhardt...

Le châte de Sabine, chef-d'œuvre de l'art copte, Marie-Hélène Rutschowskaya. « Études d'égyptologie » n° 4. Format 180 x 230 mm, 128 pages, 64 photographies et dessins. Coédition Soleb-librairie Arthème-Fayard. ISBN 2-213 621 45-4. 39,00 euros. Diffusion Hachette.

Philippe-Étienne

Raviart, qui assure depuis 1987 la traduction des travaux d'Irwin Wall, est agrégé de lettres classiques, a été Assistant Professor au Smith College (Massachusetts) et professeur de lettres supérieures au lycée Kérichen de Brest.

Ce livre bouscule notre vision de la guerre d'Algérie, des rapports franco-américains de l'époque et du général de Gaulle. Les États-Unis, qui cessent de soutenir la IV^e République en raison de son incapacité à résoudre la crise algérienne, accueillent favorablement l'arrivée au pouvoir du Général en 1958. Mais, souligne Irwin Wall, de Gaulle ne se résout que fin 1959 à accorder l'indépendance à l'Algérie, tout en cherchant à la maintenir étroitement associée à la France, et c'est largement sous la pression des Américains qu'il en vient à accepter l'autodétermination. Pour de Gaulle comme pour ses prédécesseurs, la puissance de la France repose en grande partie sur le maintien de son influence en Afrique du Nord. Confortant sa position au sein de la Communauté européenne, elle-même adossée à un ensemble fédéral « eurafricain », cette influence semble essentielle aux yeux de De Gaulle pour accéder à un « directoire tripartite » au côté de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Dans cette perspective, l'indépendance algérienne s'avère non pas un succès mais un échec de l'homme du 18 juin, qui se verra contraint de changer de politique étrangère après 1962. Ces points de vue seront certainement discutés, mais le traitement magistral que fait Irwin Wall de l'abondante documentation qu'il a réunie emporte la conviction.

Irwin M. Wall est un spécialiste américain bien connu de la France et des relations franco-américaines. Professeur émérite d'histoire à l'université de Californie (Riverside) et *Visiting Scholar* à la New York University, il a publié plusieurs ouvrages sur ce thème, notamment *L'Influence Américaine sur la politique française, 1945-1954* (Balland, 1989) et *French Communism in the Era of Stalin: The Quest for Unity and Integration, 1945-1962* (1983), ainsi que de nombreux articles.

29 euros



ISBN 2-9523726-1-6

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse

75005 Paris

www.soleb.com, livres@soleb.com